

*Initiatives ministérielles*

de trois ans ou de cinq ans et qui paient actuellement un taux d'intérêt dont elles s'accommodent, même s'il constitue peut-être lui-même une lourde charge financière.

Un de mes électeurs m'a dit aujourd'hui qu'il arrivait au terme d'une hypothèque de cinq ans et qu'il payait un taux d'intérêt de 10,5 p. 100, je crois, ce qui est quand même 4,5 p. 100 de plus que ce que les gens de la génération précédente ont eu à payer pour leur maison en 25 ans au taux de 6 p. 100. Quoi qu'il en soit, un taux de 10,5 p. 100 n'est pas si mal de nos jours.

Or, l'hypothèque de cet homme-là touche à son terme. Il est déjà passé par là au début des années 1980. Il a failli perdre sa maison, mais a réussi à redresser sa situation; il a passé les dernières années à se remettre du début des années 1980, mais il fait face à nouveau à la perspective de perdre sa maison, et cette fois-ci, bien sûr, après une autre décennie de paiements, ce qui rend la chose encore plus désespérante.

Cela arrive partout au Canada. C'est une des raisons pour lesquelles je ne serai jamais, au grand jamais, un adepte du genre de système économique que nous avons dans notre pays. Un système où, en vertu d'une quelconque politique macro-économique que le ministre des Finances applique de temps à autre parce qu'il estime, dans sa sagesse ou faute de sagesse, qu'elle aura une incidence sur l'inflation, des gens se voient tout simplement expulsés de leur maison parce qu'ils ne sont plus capables de faire les nouveaux paiements exigés d'eux à la suite de la renégociation de leur hypothèque, me paraît à première vue si moralement inacceptable que je ne puis absolument pas comprendre pourquoi des gens se porteraient à sa défense. Si le ministre des Finances ne se réveille pas, c'est ce qui va arriver à un nombre de plus en plus grand de familles, et surtout de jeunes familles, au Canada.

Nous entendons souvent les députés conservateurs protester de leur attachement à la famille. Même chose chez les libéraux, dont le gouvernement, au début des années 1980, a poursuivi exactement la même politique. Les politiques de ce genre font plus de tort à la famille que tout ce qu'on peut imaginer. Elles forcent la mère, le père et tout autre membre capable de trouver un emploi à aller travailler hors du foyer pour tâcher de faire face à

ces nouvelles conditions économiques. La foire d'empoigne en devient plus sauvage pour beaucoup de gens.

Il est plus que temps que les Canadiens fassent comprendre au ministre des Finances qu'ils en ont assez de la cherté de l'argent et qu'ils sont prêts à accepter une certaine inflation, si tel est le risque. Je ne suis même pas sûr que ce soit le résultat, mais c'est la théorie qui prévaut.

Il faut aussi tenir compte, à propos du loyer élevé de l'argent, du fait que cette politique est centrée sur l'Ontario. Nos taux d'intérêt sont élevés pour ralentir l'économie du sud de l'Ontario, et que le diable emporte le reste du pays! Tant pis si, pour modérer l'économie ontarienne, il faut ruiner les agriculteurs de l'Ouest, les petites entreprises et les familles du reste du pays!

Le sentiment de désaffection dans les régions n'a rien d'étonnant quand il en est ostensiblement ainsi. Au moment où les agriculteurs apprennent que le prix du blé restera faible, où leurs cultures sont menacées par la sécheresse, où ils paient de plus en plus cher les engrais et les pesticides, où les États-Unis et la Communauté européenne leur livrent une concurrence de plus en plus dure, où ils voient tout le système agricole évoluer de manière à les priver même du soutien dont ils bénéficient en ce moment, par-dessus tout cela, ils se voient infliger une politique de taux d'intérêt élevés. Un grand nombre d'entre eux ne tiendront pas le coup. Ils vont tout simplement déclarer faillite et tout abandonner.

Toutes les fois qu'un agriculteur abandonne sa terre, qu'une famille quitte la campagne pour s'établir dans une petite, voire une grande ville, c'est une partie du Canada qui s'éteint, celle-là même à laquelle le Parti conservateur dit tenir depuis des décennies. Oui, c'est ce fragment du Canada que les conservateurs sacrifient aux valeurs du marché. Ce faisant, ils trahissent leurs propres concitoyens, leurs propres coutumes et l'âme même du pays.

Autre chose à signaler, et on ne le dira jamais assez, c'est que la politique d'argent cher est liée à l'Accord de libre-échange.

Je faisais partie du Comité des affaires étrangères quand celui-ci s'est déplacé pour étudier les éléments de l'accord à l'automne de 1987. Je me souviens que nous avons tenu des audiences ici, à Ottawa, auxquelles avait été convié M. Mitchell Sharp, qui a déjà été ministre des Finances sous un gouvernement libéral. S'adressant plus